

International

VERS UNE STRATÉGIE MAROCAINE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : L'HEURE DES CHOIX

Bechar Benmoumen

17/12/2025

Alors qu'un Global AI Summit on Africa s'est tenu en 2025 au Rwanda, se pose la question du rôle de l'intelligence artificielle comme levier de puissance pour le continent. Au Maroc, les autorités portent un récit volontariste et veulent faire du pays un carrefour numérique africain, adossé à une jeunesse familière du numérique, à des infrastructures en expansion et à une diplomatie technologique de plus en plus assumée. Qu'en est-il réellement ? Bechar Benmoumen dresse un état des lieux pour l'Observatoire de la tech et du numérique de la Fondation.

La question de la souveraineté numérique et du rôle de l'IA ne se pose pas qu'en Europe. En Afrique, le récent Global AI Summit on Africa de Kigali a posé les bases d'une stratégie continentale en la matière. En attendant la suite, Bechar Benmoumen nous propose pour ce dixième acte de l'Observatoire de la tech et du numérique de la Fondation un état des lieux de la politique en matière d'IA du Maroc tout en dressant des pistes actionnables permettant de mieux positionner le royaume qui dispose déjà d'un ensemble d'atouts indéniables. Cette note inaugure un travail plus ambitieux relatif aux stratégies d'IA mises en place par divers États européens, latino-américains et africains.

Affaire à suivre.

Marie-Virginie Klein, présidente du cabinet de conseil iconic., et François Backman, codirectrice et codirecteur de l'Observatoire de la tech et du numérique.

Au Maroc, les grandes mutations ne surgissent jamais *ex nihilo* : elles s'inscrivent dans une continuité, un mouvement patient où l'ambition précède souvent la structuration. L'effervescence autour de l'intelligence artificielle (IA) en est l'illustration. Les Assises de l'IA, organisées à Rabat l'été dernier, ont porté un récit volontariste : celui d'un pays appelé à devenir un carrefour numérique africain, adossé à une jeunesse familière du numérique, à des infrastructures en expansion et à une diplomatie technologique de plus en plus assumée. Mais, derrière ces proclamations, un autre message affleure : l'IA n'est pas seulement une technologie émergente, elle est devenue une révélatrice de la trajectoire marocaine, de ses atouts, de ses faiblesses et des

choix stratégiques qui s'imposent désormais.

Or, ces messages disent autant sur la place qu'occupe l'IA dans l'imaginaire du développement que sur la réalité de son écosystème au sein du royaume chérifien. Dans les années 2000, le numérique était d'abord perçu comme un outil de modernisation administrative avec la généralisation du e-gov et la mise en ligne des services publics. Aujourd'hui, il est devenu un enjeu de souveraineté et de compétitivité, une « infrastructure cognitive » qui doit conditionner l'avenir industriel, social et géopolitique du pays. Car si le Maroc affiche une trajectoire ascendante – multiplication des *data centers*, publications scientifiques en forte croissance, implantation de centres R&D internationaux –, il reste classé 88^e au *Government AI Readiness Index* en 2023¹. Ses dépenses de R&D plafonnent à 0,75% du PIB², et aucune loi-cadre spécifique n'encadre pour l'instant l'usage de l'IA³. Le pays investit dans des infrastructures de rang mondial, mais peine à retenir ses talents ; il se projette en hub africain, mais reste dépendant des standards étrangers.

Cette tension entre ambition déclarée, réalité structurelle et réalisations, ne doit pas être lue comme une contradiction, mais comme le terrain naturel d'une stratégie. Car l'IA force à clarifier ce que le Maroc peut réellement maîtriser. Elle révèle les atouts sur lesquels bâtir un écosystème solide, les fragilités qu'il faut corriger pour éviter une dépendance accrue, et surtout les espaces où le royaume peut devenir indispensable dans un monde numérique de plus en plus fragmenté.

C'est dans cette optique que s'organise cette note : d'abord en identifiant les leviers tangibles sur lesquels repose l'émergence d'un écosystème national de l'IA, ensuite en analysant les limites structurelles qui freinent encore la montée en gamme du pays. Elle esquisse enfin les contours d'une stratégie d'avantages comparatifs, fondée non sur l'illusion d'une souveraineté totale, mais sur la capacité du Maroc à devenir un acteur clé sur certains segments de la chaîne de valeur mondiale de l'IA.

Des atouts indéniables dans un écosystème en construction

L'image d'un Maroc en passe de devenir un hub de l'IA repose sur un socle d'atouts réels. Certains tiennent d'abord à la géographie. Situé à la charnière de l'Europe et de l'Afrique, le pays dispose d'un avantage rare : la proximité immédiate avec les grands marchés européens (situé à moins de quinze kilomètres de l'Espagne, connecté par câbles sous-marins à l'Union européenne) et une ouverture privilégiée vers le continent africain. Cette centralité alimente le récit d'un « carrefour numérique » capable de capter des flux de données et de services dans un contexte où la demande de capacités de calcul explose.

À cette situation géographique s'ajoute une ressource énergétique stratégique. Le royaume a massivement investi dans les énergies renouvelables depuis une quinzaine d'années : le complexe solaire Noor à Ouarzazate, les parcs éoliens de Tarfaya, Boujdour ou Dakhla, ou encore les projets hybrides solaires-éoliens prévus dans le Sud. Dans le domaine de l'IA, cette orientation se traduit par des projets ambitieux comme le *data center* de 500 MW à Dakhla, annoncé comme entièrement alimenté en énergies vertes⁴. Alors que l'empreinte carbone des *data centers* devient un sujet de préoccupation global, la promesse d'un calcul décarboné constitue un argument compétitif fort vis-à-vis des partenaires européens.

Le potentiel du capital humain renforce ce tableau. Le Maroc compte parmi les pays où la proportion de femmes diplômées en ingénierie est la plus élevée au monde : 42% en 2018. Plus largement, 27% des diplômés de l'enseignement supérieur en 2022 provenaient des filières scientifiques et techniques⁵. Cette base quantitative s'accompagne d'une structuration qualitative : création de nouvelles écoles dédiées à l'IA à Taroudant et Berkane, ouverture en 2023 du premier Institut national de recherche en intelligence artificielle, multiplication de programmes de formation par les universités et par des acteurs privés⁶. Le pays a donc commencé à mettre en place une véritable politique de compétences, visant à créer un vivier local de talents dans les disciplines directement liées à l'IA. Cette dynamique se double d'une progression notable de la connectivité numérique. En 2022, le taux de pénétration d'Internet atteignait 87,4%, contre moins de 70% cinq ans plus tôt, et le Maroc se plaçait au 52^e rang mondial de l'*Inclusive Internet Index*⁷. Fait significatif, l'écart entre hommes et femmes en matière d'accès et d'usage du numérique s'est quasiment résorbé, ce qui constitue un acquis social précieux dans un environnement régional marqué par des fractures persistantes.

L'ouverture internationale du Maroc lui confère par ailleurs une visibilité rare. Des multinationales étatsuniennes de la tech, comme Oracle, Nvidia, le sud-coréen Naver ou plus récemment le français Mistral, ont choisi le pays pour implanter leurs centres de recherche, leurs infrastructures de calcul ou pour conclure des partenariats stratégiques⁸. L'exemple le plus emblématique reste l'Oracle Morocco Development Center, inauguré en 2023 à Casablanca et appelé à employer 1000 ingénieurs d'ici 2027⁹. Ces investissements confirment l'attractivité du pays et apportent des ressources financières et technologiques considérables. Mais ils soulignent également la dépendance aux dynamiques extérieures. Car si l'écosystème marocain profite de cette internationalisation, il reste fragile dans ses composantes locales : des startups innovantes, telles ToumAI œuvrant dans les « solutions clients multilingues » ou Sowit pour l'amélioration des performances agricoles, peinent à rivaliser en taille et en financement avec les filiales de multinationales¹⁰. L'ouverture agit donc comme un moteur, mais elle comporte une asymétrie qui limite la consolidation d'un tissu entrepreneurial autonome.

Ce paradoxe est accentué par l'absence, jusqu'à présent, d'une véritable stratégie nationale. L'IA marocaine s'est développée par strates successives, à travers des initiatives académiques, des expérimentations sectorielles, des partenariats bilatéraux et multilatéraux. Après le premier Global AI Summit on Africa de Kigali tenu en avril dernier, les Assises de l'été 2025 ont cherché à donner une cohérence à ce paysage¹¹. Mais l'impression d'un *patchwork* demeure, nourrie par la fragmentation du cadre juridique et la difficulté à faire converger acteurs publics, privés et universitaires¹².

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Une ambition nationale face à des limites structurelles : quatre enjeux

Le Maroc parle beaucoup aujourd'hui de souveraineté dans l'intelligence artificielle. L'idée revient dans les discours politiques, dans les stratégies sectorielles, dans les travaux d'experts : il faudrait être en mesure de maîtriser la technologie, de réduire la dépendance aux acteurs étrangers et, si possible, d'affirmer une capacité nationale sur un domaine devenu central pour la compétitivité et la sécurité des États. Cette ambition est légitime, d'autant plus que le pays dispose d'atouts réels et d'un véritable potentiel géopolitique. Mais l'IA a cette particularité de rendre immédiatement visibles les contraintes sous-jacentes : elle expose les tensions du marché du travail, les fragilités du tissu entrepreneurial, les limites de la numérisation publique et les déséquilibres d'un écosystème qui peine encore à se structurer.

L'un des premiers défis à relever touche au capital humain. Le Maroc forme chaque année un nombre croissant d'ingénieurs, de développeurs, de *data scientists*. La jeunesse est nombreuse et familière des usages numériques. Mais dans l'univers de l'IA, la question n'est pas seulement quantitative : elle est qualitative. Les compétences nécessaires (mathématiques appliquées, modélisation, optimisation, sécurité, conception de modèles, gouvernance des données) exigent une spécialisation très avancée et une expérience qu'un marché encore étroit peine à offrir. Les profils les plus qualifiés s'orientent naturellement vers les écosystèmes où les salaires, les infrastructures de recherche et les perspectives de carrière sont plus vastes, notamment en

Europe, en Amérique du Nord ou dans les pays du Golfe. Cette mobilité n'est pas problématique en soi : elle traduit l'intégration du Maroc dans un marché global des talents. Mais elle réduit de manière structurelle la possibilité de disposer, de manière stable, des compétences nécessaires pour prétendre à une souveraineté pleine sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

À cette fragilité s'ajoute celle de l'écosystème entrepreneurial. Le pays ne manque pas d'initiatives ni d'intuitions. Il compte des startups innovantes, des incubateurs, plusieurs programmes d'accompagnement. Mais l'économie de l'IA requiert un environnement très particulier : une culture du risque bien ancrée, des cycles rapides d'expérimentation, des mécanismes de financement adaptés, un accès fluide à la commande publique, une régulation agile, des synergies entre universités, entreprises et administrations. Or, sur ces points, les limites sont connues : difficulté d'accès au crédit pour les projets innovants, réglementation parfois contraignante, faible protection de la propriété intellectuelle, lenteur des marchés publics, prudence des investisseurs. Les startups évoluent alors dans des conditions de croissance restreintes, tandis que les grands groupes privés ou parapublics concentrent l'essentiel de l'innovation. Cela produit un paradoxe : la vitrine technologique progresse, mais la base économique peine à suivre.

Un troisième enjeu, décisif dans l'économie de l'IA, concerne la donnée. Le Maroc dispose aujourd'hui des capacités de calcul nécessaires pour entraîner des modèles, accueillir des infrastructures de stockage et attirer des investissements internationaux. En revanche, il ne dispose pas encore, de manière systématique, des données nécessaires pour entraîner des modèles véritablement adaptés aux réalités marocaines. Sur ce point, le Maroc ne se distingue pas de la totalité des pays africains. La numérisation de nombreux services publics, amorcée tardivement, reste inégale selon les secteurs. Les systèmes d'information sont fragmentés, les jeux de données incomplets, les initiatives d'*open data* limitées. Dans ces conditions, le risque est clair : devoir recourir à des modèles entraînés ailleurs, sur des bases de données étrangères, qui ne prennent pas en compte les langues, les pratiques administratives, les comportements sociaux et les contraintes territoriales marocaines. Une IA qui ignore son contexte n'est pas seulement imprécise ; elle s'avère inopérante pour résoudre les problèmes auxquels elle est censée répondre.

Enfin, un dernier élément apparaît en filigrane : la question de l'articulation entre effort public et dynamique privée. L'État investit, impulse, structure, normalise. Il ouvre des écoles, finance des infrastructures, lance des expérimentations. Mais comme dans d'autres domaines, la dynamique privée ne suit pas toujours au même rythme. Cela tient en partie à la culture économique, en partie au financement, en partie à l'accès aux marchés, mais aussi à une gouvernance encore trop segmentée pour encourager l'innovation sur l'ensemble du territoire. L'IA se déploie ainsi « par le haut », avec volontarisme, mais sans toujours retrouver son prolongement naturel dans un secteur

productif encore peu numérisé.

Pris ensemble, ces éléments ne signifient pas que l'IA n'a pas d'avenir au Maroc. Ils indiquent qu'elle ne transformera pas, à elle seule, les structures qui l'entourent. De fait, l'IA met en évidence ce que le pays peut raisonnablement viser : non pas une souveraineté intégrale, impossible à atteindre même pour les grandes puissances, l'Union européenne en sait quelque chose, mais une stratégie d'avantages comparatifs.

Pour une stratégie d'avantages comparatifs : là où le Maroc peut devenir indispensable

L'intelligence artificielle oblige les nations à clarifier leurs priorités. Partout, la tentation est grande de parler de souveraineté numérique comme d'un horizon absolu, à atteindre dans l'urgence, sous peine de dépendance stratégique. Mais la réalité du secteur impose un regard plus nuancé : aucune puissance, même parmi les mieux dotées, ne maîtrise intégralement la chaîne de valeur de l'IA. Les infrastructures, les modèles, les puces, les données, les talents circulent dans un écosystème mondial interdépendant où chaque pays occupe une place particulière.

La chaîne de valeur de l'IA se déploie en trois grands segments : d'abord les intrants – puissance de calcul, données, main-d'œuvre qualifiée – sans lesquels aucun système ne peut être conçu ; ensuite la modélisation proprement dite, c'est-à-dire le développement des modèles de base à usage général et des modèles spécialisés ; enfin le déploiement, qui consiste à intégrer ces modèles dans les services, les administrations, les usines, les hôpitaux. Imaginer une « souveraineté marocaine » comme un contrôle simultané de ces trois étages serait illusoire. En revanche, penser une stratégie d'avantages comparatifs assumés – c'est-à-dire être indispensable là où le Maroc dispose d'atouts structurels – est non seulement réaliste, mais cohérent avec la méthode marocaine : avancer par paliers, avec constance, en occupant les espaces où le pays peut peser davantage que sa taille.

Le premier de ces espaces est celui de la capacité de calcul décarbonée. Dans un monde où les modèles d'IA sont toujours plus gourmands en énergie, le Maroc apparaît comme un territoire singulier : mix électrique en transition, solaire et éolien en forte croissance, connexion directe avec l'Europe par plusieurs câbles sous-marins, stabilité politique et juridique. Ce n'est pas un hasard si un consortium associant Naver, Nvidia et Lloyds Capital a choisi le royaume pour construire un *data center* de nouvelle génération, avec une montée en puissance prévue jusqu'à 500 MW alimentés en énergies renouvelables – une capacité parmi les plus élevées au monde pour ce type

d'infrastructures –, afin de servir le marché européen en calcul pour l'IA souveraine dans l'espace Europe – Moyen-Orient – Afrique (EMEA)¹³. Ce type de projet signale une bascule : le Maroc n'est plus seulement un client de l'infrastructure numérique mondiale, il commence à en devenir un fournisseur. Mais là encore, les symboles ne suffisent pas, et la technique rappelle vite à l'ordre.

Car la géographie et la physique imposent tout de même leurs contraintes. À l'échelle de l'IA, la distance ne se mesure plus seulement en kilomètres, mais en millisecondes, et certains usages sensibles (industriels, financiers, médicaux) demeurent très attentifs à la question de la latence. Les spécialistes estiment généralement que la proximité avec les points d'atterrissage des câbles sous-marins (moins de 50 kilomètres) constitue un avantage réel pour garantir une qualité de service optimale. Cela ne condamne pas les régions sahariennes du royaume, mais cela invite à penser leurs atouts autrement : elles excellent dans la production d'énergie renouvelable, un élément devenu stratégique pour le calcul intensif, mais leur éloignement des grands flux de données ou les conditions climatiques peuvent renchérir le refroidissement et rendre plus difficile l'atteinte de niveaux de performance compétitifs.

À ces contraintes techniques s'ajoutent des contraintes géopolitiques. L'entraînement et l'inférence des modèles reposent encore massivement sur les processeurs graphiques, les fameux Graphics Processing Units (GPU), dont le marché est aujourd'hui dominé à près de 85% par l'américaine Nvidia. Les restrictions étatsuniennes sur l'export de puces les plus performantes, les quotas globaux, les négociations au cas par cas avec le Département américain du commerce font de l'accès au matériel une question de diplomatie autant que d'investissement. Là encore, la situation marocaine est singulière : allié majeur hors OTAN, partenaire stratégique de Washington, le royaume dispose de leviers que d'autres pays africains n'ont pas. Il peut, s'il en fait un axe prioritaire de sa politique extérieure, négocier un accès privilégié aux GPU pour consolider sa position de plateforme régionale de calcul. La récente intégration de la Casablancaise ABA Technology au Nvidia Partner Network va dans ce sens : elle montre qu'un acteur marocain peut se positionner à l'international en fournissant un acteur de premier plan¹⁴.

Cette stratégie suppose toutefois d'assumer une forme de souveraineté choisie. Le Maroc ne développera pas ses propres GPU, ne concurrencera pas les *hyperscalers* américains ou chinois, ne bâtira pas seul des modèles fondamentaux capables de rivaliser avec ceux des géants du secteur. En revanche, il peut s'imposer comme un acteur incontournable de l'IA appliquée, là où ses atouts sont maximums : l'agriculture et la gestion de l'eau, les mines et l'énergie, la logistique et la mobilité, l'administration numérique. C'est là que la proximité avec les terrains, la disponibilité des données sectorielles, la compréhension des contraintes locales offrent un avantage décisif sur les modèles génériques entraînés sur des données globales. À condition, bien sûr, que ces données

soient structurées et que les administrations acceptent d'en faire un levier de politique publique, et non un patrimoine à protéger jalousement.

Reste enfin le cœur de toute stratégie d'IA : le capital humain. Là où les puces se négocient, où les modèles se louent et où les infrastructures se construisent en quelques années, les compétences se fabriquent dans la durée. La jeunesse marocaine, polyglotte et familière du numérique, constitue ici un atout décisif. Mais elle deviendra un avantage comparatif que si le système éducatif assume pleinement un basculement vers les filières science, technologie, ingénierie et mathématiques, que si les écoles d'ingénieurs et les universités mettent la modélisation, la science des données, la cybersécurité et la gouvernance de la donnée au cœur de leurs curriculums, et que si l'on accepte de financer des filières d'excellence exigeantes. La proportion élevée de femmes dans les formations d'ingénierie, déjà remarquable, on l'a vu, peut devenir un marqueur de singularité : un pays africain où l'IA est pensée, développée et gouvernée par une génération mixte, qui parle plusieurs langues et navigue aisément entre les codes locaux et globaux.

À cette base nationale doit s'ajouter une politique volontaire de mobilisation de la diaspora. Dans les laboratoires de Montréal, les *scale-up* parisiennes, les centres de R&D de Berlin ou de la Silicon Valley, dans les équipes d'IA des grandes plateformes américaines ou des fonds du Golfe, des centaines de chercheurs et d'ingénieurs marocains contribuent déjà, souvent dans l'ombre, à la révolution en cours. Les considérer uniquement comme une « fuite des cerveaux » serait une erreur de diagnostic. À l'inverse, les intégrer dans une stratégie structurée (programmes de *visiting scholars*, laboratoires distribués entre le Maroc et l'étranger, fonds d'investissement mixtes attractifs pour les profils seniors) permettrait de transformer cette dispersion en atout. Là encore, la méthode marocaine, lente, patiente, cumulative, trouve à s'appliquer : il ne s'agit pas d'arracher des talents à l'étranger, mais de leur offrir des raisons solides de revenir, ne serait-ce que partiellement, investir temps, expertise et réseau dans des projets installés au royaume.

Au croisement de ces dynamiques se dessine une voie possible : celle d'un Maroc puissance intermédiaire de l'IA, ni simple consommateur de technologies importées, ni prétendant illusoire à l'autarcie numérique. Un pays qui met son énergie verte au service d'un calcul plus propre, sa position géographique au service d'un pont numérique euro-africain, sa jeunesse et sa diaspora au service d'une IA utile, ancrée dans les réalités agricoles, industrielles et sociales de son territoire. Un pays qui renonce explicitement à une souveraineté totale, car inatteignable pour mieux la déployer quelque part, dans des domaines spécifiques, là où sa contribution est unique et irremplaçable.

Dans ce domaine comme dans d'autres, le Maroc ne gagnera pas par la vitesse, mais par la

constance. La souveraineté de l'IA ne sera pas un coup d'éclat technologique ; elle sera le fruit d'un enchaînement de choix : localiser les *data centers* là où la latence et l'indicateur d'efficacité énergétique sont compétitifs, négocier patiemment l'accès aux puces, structurer l'*open data* sectoriel, investir dans les compétences, associer les grandes entreprises publiques et les acteurs privés à des programmes pilotes ambitieux. C'est à ce prix que l'IA cessera d'être une antienne pour devenir ce qu'elle doit être pour le Maroc : non pas un nouveau mythe de rattrapage, mais un instrument de puissance maîtrisée, à l'échelle d'un pays qui a appris, au fil de son histoire, à faire de la contrainte un levier et de la durée une méthode.

1. Voir Bureau de l'Unesco à Rabat, *Maroc – Rapport d'évaluation de l'état de préparation à l'intelligence artificielle*, [Unesco](#), 2024. Selon le [Government AI Readiness Index 2023](#), qui évalue 193 pays à l'aide de 39 indicateurs couvrant dix dimensions, le Maroc se classait au cinquième rang des pays africains – juste derrière Maurice, l'Égypte, l'Afrique du Sud et la Tunisie – les mieux préparés à l'intelligence artificielle, occupant la 88^e place mondiale avec un score de 43,34 sur 100.
2. « Recherche et développement : de nouveaux dispositifs de financement disponibles au profit des entreprises », *Actualité Financière Maroc : Info – Articles – Analyses – Dossiers*, 3 décembre 2025.
3. Abdessalam Saad Jaldi, « L'intelligence artificielle au Maroc : entre encadrement réglementaire et stratégie économique », *Policy Brief*, [Policy Center for the New South](#), n°59, octobre 2022.
4. « Dakhla : un data center de 500 MW pour renforcer la souveraineté numérique du Maroc », [TelQuel](#), 10 juillet 2025.
5. Bureau de l'Unesco à Rabat, *Maroc – Rapport d'évaluation de l'état de préparation à l'intelligence artificielle*, *op. cit.*
6. Institut royal des études stratégiques (Ires), *Intelligence artificielle de confiance : levier de changement en faveur d'un développement accéléré du Maroc*, [rapport de synthèse](#), 4 mars 2024.
7. Bureau de l'Unesco à Rabat, *Maroc – Rapport d'évaluation de l'état de préparation à l'intelligence artificielle*, *op. cit.* Selon les derniers chiffres disponibles, le Maroc occupe le 3^e rang africain derrière l'Afrique du Sud et la Tunisie à l'[Inclusive Internet Index](#).
8. Bilal Mousjid, « Amal El Fallah Seghrouchni : "Le Maroc entend devenir un leader régional dans l'intelligence artificielle" », [Jeune Afrique](#), 25 juillet 2025.
9. Hala Baina, « Oracle voit grand pour son centre R&D à Casablanca », [Médias24](#), 18 juin 2025.
10. Margaux Vulliet, « « Pourquoi pas une licorne marocaine ? » : l'IA au cœur du pari entrepreneurial du royaume », [Challenges](#), 4 juillet 2025.
11. Ministère de la Transition numérique et de la réforme de l'administration, « Communiqué de presse sur la clôture des travaux de la Conférence nationale sur l'intelligence artificielle », 4 juillet 2025.
12. Elmechdi Adnani et Amine Haounani, « L'intelligence artificielle au Maroc : entre éthique et réglementation », [Revue internationale de la recherche scientifique](#), juin 2024.
13. Nawfal Kaiss, « Naver, Nvidia et Lloyds Capital s'allient pour construire un data center IA au Maroc », [Médias24](#), 13 juin 2025.
14. « Le marocain ABA Technology rejoint le géant Nvidia Partner Network en tant que fournisseur de solutions », [Le 360 français](#), 4 novembre 2025. ABA Technology est un groupe marocain développant des solutions d'IA appliquées à la santé, à l'industrie et aux services publics.